

REVUE EUROPÉENNE

Il y a de par le monde des gens qui ont, pour bien dire, la spécialité d'intéresser et de passionner le public. Ils ne disent pas un mot, ils ne font pas une démarche, il ne leur arrive ni heur ni malheur sans que tout le monde s'en occupe, et cela quelquefois bien malgré eux. Car je ne veux point parler de ceux qui s'agitent continuellement, qui posent et font de la réclame ; je parle d'un don naturel, ou, si l'on veut, d'un charme psychologique particulier à certaines individualités.

Or, le rôle que jouent ces personnes parmi leurs semblables, me paraît être celui que joue la France parmi les nations. L'intérêt général, l'émotion du genre humain, s'ils semblent s'éloigner d'elle un instant, y reviennent aussitôt. Dans ce moment, par exemple, où la guerre d'Orient paraissait devoir absorber exclusivement l'attention publique, où la France proclame à qui veut l'entendre qu'elle se désintéresse de tout, qu'elle veut s'occuper d'abord d'elle-même—et Dieu sait comment elle s'y prend pour cela — voilà qu'un coup de tonnerre éclate dans sa politique intérieure, et que ce bruit distrait de suite l'Europe et le monde entier de l'orage qui gronde si menaçant au-dessus des plaines du Danube et des bords de la Mer Noire !

Or, c'est sur M. Jules Simon et sur toutes les gauches plus ou moins réunies qu'est tombé le coup de tonnerre en question. Une lettre du Président MacMahon a signifié à son premier ministre qu'il ne possédait plus sa confiance. Aussi bien il était évident que, d'un autre côté, M. Simon ne possédait point la confiance du parti qui l'avait porté au pouvoir. Le renvoi pur et simple d'un ministère qui n'avait point reçu de vote adverse dans la chambre des députés, et qui n'avait subi qu'un échec moral, s'il n'outrepasse point les strictes attributions d'un souverain ou d'un président constitutionnel, n'en est pas moins une mesure hardie et inusitée.

La nouvelle constitution française, en combinant la forme républicaine avec la forme constitutionnelle, a fait une position très-anormale au chef du pouvoir. Aux Etats-Unis, où le Président est directement responsable au peuple, et où les ministres